

UNE NOUVELLE FOIS, DES MOYENS INSUFFISANTS

RENTRÉE 2014

ÇA SUFFIT COMME ÇA :

HALTE À L'AUSTÉRITÉ !

Les moyens seront insuffisants. Le Ministère le reconnaît lui-même, les créations de postes vont essentiellement être absorbées par la formation initiale des enseignant-es et par la hausse démographique. En clair, serons-nous encore longtemps contraints à travailler avec un nombre trop élevé d'élèves par classe, à renoncer aux dédoublements, à mendier des projets à des partenaires (territoriaux et privés), à être de plus en plus en concurrence entre équipes, entre écoles, collèges et lycées pour obtenir des miettes ? Dans de nombreux départements, les créations de postes ne couvrent même pas la hausse démographique et cela se traduira par une hausse d'élèves par classe. Dans tous les cas, nos conditions de travail et les conditions d'apprentissage de nos élèves, qui s'étaient tant dégradées, ne vont pas s'améliorer. **L'austérité, c'est nous et nos élèves qui la payons.**

Les réformes iniques vont entrer en vigueur, du moins certaines d'entre elles. L'application des rythmes dès septembre a montré l'ampleur des dégâts dans les villes concernées : des conditions de travail dégradées, pour des élèves toujours plus désorientés et fatigués. Ce n'est pas le décret Hamon qui va arranger les choses : possibilité laissée aux maires de regrouper les activités périscolaires sur une après-midi (ce qui revient à annuler l'objectif officiel de la réforme !) et, plus grave, annualisation rampante en permettant la réduction (d'une heure !) de la semaine de travail en échange de la réduction des vacances d'été. Et le fond du problème reste le même : la réforme des rythmes, c'est le transfert d'une partie du temps passé à l'école à la charge des collectivités, ce qui provoque une inégalité des territoires en termes de moyens. La réforme de l'éducation prioritaire procède du tour de vis : faute de moyens alloués (350 millions d'euros, et encore par redéploiement!), le Ministère propose ses recettes habituelles (école du socle, management, contractualisation des moyens). Quant à l'étendard de la réforme, la décharge de 1h30 dans les futures REP+, elle se transforme progressivement... en heures supplémentaires ! **Réformes iniques d'austérité, refondation bidon !**

Pour obtenir les moyens nécessaires à une année scolaire décente, SUD éducation appelle l'ensemble des collègues à :

- => Se réunir en **AG d'établissements et de villes** dès le jour de la pré-reentrée
- => Mettre en débat dans les AG la question des moyens et les perspectives de grève
- => Lutter collectivement contre les classes trop chargées

QUI PAIE L'AUSTÉRITÉ ? C'EST NOUS ET NOS ÉLÈVES !

LES CAPITALISTES COÛTENT CHER À L'ÉDUCATION!

L'austérité, on la paie au quotidien. La réalité de l'austérité dans l'éducation, c'est la hausse du nombre d'élèves par classe, la remise en cause des projets, des dédoublements dans le second degré. La réalité de l'austérité, c'est la promesse de réformes, comme celle de l'éducation prioritaire, qui finissent par se faire à moyens constants, c'est à dire en prenant de l'argent au sein de l'éducation nationale pour « faire mieux » sans donner plus de moyens. La réalité de l'austérité, c'est le transfert d'une partie du temps scolaire aux collectivités territoriales, prélude à un désengagement de l'Etat en la matière : la réforme des rythmes, répétons-le, c'est avant tout la territorialisation de l'Education nationale comme moyen de démantèlement du service public d'éducation. L'austérité, on nous la présente comme incontournable, comme correspondant à des objectifs techniques inéluctables et finalement

incompréhensibles : réduction des déficits à moins de 3%, maîtrise de la dette et de l'inflation. Les recettes néolibérales, on essaie de nous les faire avaler en nous expliquant qu'elles vont permettre de renouer avec la croissance et d'inverser la courbe du chômage. Mais force est de constater que même si depuis plus de trois décennies ces choix sont présentés comme les seuls possibles, les inégalités n'ont fait qu'augmenter. Et pour cause, elles sont faites pour cela : imposer une répartition des richesses favorables aux patrons et aux actionnaires, les uns augmentant leurs marges et les autres leurs dividendes. L'austérité est une politique de classe visant à accroître les profits du capital au détriment du travail. Et ces dogmes au service des plus riches, c'est nous qui les payons dans nos conditions de travail, et nos élèves dans leurs conditions d'apprentissage.



Les capitalistes nous coûtent cher, la preuve en quelques chiffres :



Bénéfices des entreprises françaises du CAC 40 entre 2007 et 2012 :

411 milliards d'euros. Ça en fait, des augmentations de salaires et de pensions, des emplois à créer, des services publics à développer.

Exonérations de cotisations sociales offertes au patronat ces dix dernières années :

250 milliards d'euros, que nous payons nous en cotisations supplémentaires ou en dégradation des prestations (retraites, maladies, chômage, etc.)

40 milliards d'euros de dividendes pour les actionnaires des entreprises françaises du CAC 40 en 2013 : cela représente 709 euros volés chaque mois à chacun-e des 4,7 millions de salarié-e-s de ces entreprises.